

Le baromètre de la réforme

L'analyse de Jérôme SAINTE-MARIE

Vague de **mai 2009**

*La note qui suit est préparée pour le compte de **Valeurs Actuelles***

Contact isama : Jérôme Sainte-Marie - jerome.saintemarie@isama.fr - 06 37 58 08 52

La proximité des élections européennes clive davantage l'image de Nicolas Sarkozy

Avec le discours prononcé à Nîmes le 5 mai, Nicolas Sarkozy s'est pleinement impliqué, aux yeux des Français, dans la campagne électorale de l'UMP. Ce type d'engagement provoque un effet de clivage dans l'opinion, lequel rend largement compte de la baisse de la cote présidentielle.

Désormais, 41% des Français déclarent que l'action de Nicolas Sarkozy au cours du mois écoulé leur a plu, soit 7 points de moins que fin mars, contre 54% à qui elle a déplu (+ 3 points).

Le Président de la République rassemble toujours l'ensemble de la droite (89% de jugements favorables) mais est jugé encore plus sévèrement à gauche (9%, - 6 points).

C'est cependant parmi les sympathisants du Modem que l'effet pré-électoral est le plus sensible, avec une baisse de 11 points des opinions positives (28%).

Une gauche toujours en panne de crédibilité économique

Face à la préoccupation majeure des Français en période de crise, la politique économique, la gauche pâtit d'un manque de crédibilité grandissant. Seuls 36% des Français considèrent qu'elle ferait « plutôt mieux » que l'actuelle majorité, si elle était au pouvoir, soit 7 points de moins qu'en février. A l'inverse, 57% pensent qu'elle ferait « plutôt moins bien » (+ 3 points).

Ce jugement négatif est partagé aussi bien par les CSP+ (40% contre 59%) que par les ouvriers et employés (36% contre 58%), et même par les salariés du secteur public (45% contre 53%).

Un tel déficit de crédibilité rend plus difficile pour les listes du Parti socialiste d'être le débouché électoral naturel de l'inquiétude des Français face à la crise. Il renseigne également sur le sens des mobilisations de rue contre la politique économique du gouvernement. Il s'agit bien davantage d'une exhortation sociale que d'une contestation globale, puisque l'alternative fait défaut.

Une lecture modérée de la crise

Pour un tiers des Français, le nadir de la crise a été atteint, et l'amélioration est soit en cours (4%), soit proche (31%). Ce sentiment est particulièrement marqué à droite. Pour 40%, la dégradation va perdurer quelque temps, puis le cours des choses s'inverser. Enfin un quart des Français pensent que la situation ne va pas s'améliorer avant plusieurs années (24%). En d'autres termes, les trois quarts de l'opinion considèrent la situation actuelle comme susceptible d'évoluer favorablement en quelques mois.

Ceci constitue un élément appréciable pour nuancer le pessimisme souvent invoqué des Français. De même, le fait qu'une majorité d'entre eux considèrent que les médias « en parlent trop » (56%, et 80% à droite) montre qu'ils ne sont pas insensibles à l'idée qu'il s'agirait d'un phénomène dont les causes sont en partie psychologiques.

Enfin, que sept Français sur dix estiment que l'appartenance à la zone euro constitue « plutôt un atout » pour l'économie française confirme l'inanité de la thèse d'un basculement de l'opinion dans une contestation tous azimuts.

Jérôme Sainte-Marie